

Histoire de la pensée économique et de son application dans la réalité

Six explications complémentaires

1) L'intégration de la transition écologique dans la politique économique de l'offre

Lorsque l'on étudie les « Trente Glorieuses » qui vont, pour simplifier les dates, de 1945 à 1975, on s'aperçoit de deux choses.

Tout d'abord, les politiques économiques keynésiennes mises en œuvre au cours de cette période étaient fondées sur la demande, c'est-à-dire sur le besoin. Comme ceux-ci sont illimités, les entreprises ont progressivement produit des objets qui duraient de moins en moins longtemps et coûtaient de moins en moins chers pour satisfaire une demande sans cesse en expansion.

Ensuite, si l'on compare la quantité de ressources naturelles détruite pendant la période, on constate que leur volume est plus important que celui détruit depuis le début de l'humanité, ce qui veut dire que s'il avait fallu imposer aux entreprises de mettre en place des systèmes ne détruisant pas l'environnement, la croissance n'aurait pas pu être ce qu'elle a été et il aurait fallu baptiser autrement cette période que par l'expression « Trente Glorieuses ».

Une politique fondée sur l'offre privilégie l'investissement à moyen et long terme par rapport à la satisfaction immédiate maximale des besoins comme le fait une politique fondée sur la demande. De ce fait, l'avenir, et donc la prise en compte des ressources naturelles, est mis sur le même plan que le présent et même privilégié par rapport à celui-ci. Dans la pratique, cela reviendrait à se poser des questions du genre : « faut-il consacrer davantage de crédits à la construction et à l'amélioration des hôpitaux et moins au remboursement des médicaments ? », etc.

2) Quelle est la relation entre l'écologie et la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) ?

La RSE est une notion de nature émotionnelle faite pour que les agents économiques que nous sommes fassent justice de situation écologiquement et humainement désastreuses générées par certaines entreprises et, malheureusement, il y en a. Cet accent mis sur la RSE est une conséquence directe de l'idée que c'est le besoin, c'est-à-dire la demande, qui est le moteur de la croissance économique et du plein emploi.

Si l'on accepte de rester sur le plan de l'objectivité, on remarque que la valeur créée par l'entreprise apparaît uniquement au moment de la vente et non au cours du processus de production qui se caractérise exclusivement par des dépenses et non des créations de valeur. Or, au moment de la vente, apparaît le profit qui permet de reconstituer l'outil de production, ce qui est enregistré en comptabilité dans les postes d'amortissement (n'oubliez pas que ce sont des postes additifs du passif dans un bilan), mais aussi, si elle existe, la rente qui est mesurée par le résultat comptable.

Que ce soit le profit ou la rente, les premiers intéressés sont les actionnaires. Or les actionnaires sont juridiquement propriétaires d'une société commerciale (SA, SAS, SARL, EI, etc.) et non pas d'une entreprise. La conséquence qui s'impose alors, est que la RSE ne correspond juridiquement à rien et est inutilisable dans le cadre de la défense écologique des ressources naturelles.

L'enchaînement logique des faits est le suivant : si l'entreprise, qui est une manifestation de la société commerciale qui la porte, dégrade l'environnement, les actionnaires sont les seuls responsables et doivent être traduits en justice. Ensuite, si la situation provient de malversations des dirigeants de l'entreprise, les actionnaires peuvent les poursuivre en justice afin d'obtenir réparation.

Comme vous le voyez, quand on s'extrait du besoin comme moteur des comportements économiques, en partant de la valeur-travail objective, la RSE est un concept explicatif simple qui devrait être appelé : RSA pour « Responsabilité Sociale des Actionnaires ».

3) Un grave débat : faut-il mettre en place un Revenu Universel ?

Le Revenu Universel (également dénommé Allocation Universelle ou Revenu de Base), défendu par Thomas Piketty et B Hamon, consiste en une somme fixe que l'État, ou une autre institution publique, verserait périodiquement à chaque citoyen quelles que soient par ailleurs ses autres ressources éventuelles et sans obligation de travail. Rejoignant en cela la notion légèrement différente de revenu minimum garanti, il est mis en œuvre à travers une réforme de la fiscalité et semble apporter une solution à la lutte contre la pauvreté, ce qui fait l'objet d'un grave débat entre ses partisans et ses adversaires qui craignent que certains s'en servent pour vivre aux crochets des autres.

L'objectif du Revenu Universel, inspiré par la doctrine du besoin qu'est le marxisme mais aussi l'hédonisme et le keynésianisme, est de garantir un revenu minimal en plus du salaire versé lorsque celui-ci était insuffisant pour assurer l'existence du travailleur. C'est une idée ancienne dont on trouve l'origine avec la « loi sur les pauvres » (Poor Law) en vigueur en Grande-Bretagne de 1795 à 1834, date à laquelle elle fut abrogée au motif que les employeurs se contentaient de verser des bas salaires puisque ceux-ci étaient complétés par les paroisses. De plus, elle n'incitait pas les travailleurs à chercher à améliorer leurs salaires par leurs activités, ce qui constituait le risque d'une régression économique au moment où décollait la Révolution industrielle.

Théoriquement, le Revenu Universel constitue la négation du principe selon lequel le revenu doit être rattaché au travail comme l'indique la Loi des Débouchés de J. B. Say. En effet, l'entreprise consomme des matières premières, des services, de l'outillage, des fournitures diverses, etc. au cours du processus de production. Il s'agit d'un capital technique, produit accumulé d'un travail ancien qui est reconstitué par le travail nouveau mis en œuvre au cours de la période. Autrement dit, le salaire qui sera versé aux salariés est nécessairement égal à au capital détruit dans l'acte de production. Cependant, compte tenu du fait que la production est un acte collectif, il est impossible de savoir précisément la quantité de biens et de services qui revient à chaque salarié pris individuellement au titre de son salaire. De ce fait, il n'y a pas de véritable corrélation entre le salaire et la productivité du travail. En fait, on constate historiquement que le salaire dépend de l'idée que

l'on se fait dans la société à chaque instant des besoins de chaque catégorie de salariés, ce qui, apparemment, met en cause l'idée que le revenu soit automatiquement rattaché au travail et accrédiée celle que la société devrait assurer à chaque citoyen un revenu lui permettant de satisfaire ses besoins minimaux. On retrouve ici le crédo des hédonistes affirmant que les besoins et donc la demande sont les moteurs de l'économie ce qui rend impossible de l'existence d'un mécanisme régulateur capable de proportionner objectivement le salaire aux possibilités de la production. Procéder de la sorte constituerait, comme l'indique l'histoire des revenus d'assistance aux pauvres, le plus sûr moyen de multiplier leur nombre, tout en acceptant l'idée de mettre en place des mesures d'aide pour soulager de profondes misères et cela même si sur le long terme ces mesures apparaissent comme néfastes à la société toute entière ne serait-ce que parce que, au niveau de la société toute entière, elles aboutiraient à déconnecter la demande de l'offre en faisant dépendre le montant des revenus distribués de l'arbitraire politique s'exprimant en dehors du jeu du marché.

4) Est-ce que Ricardo justifie l'inégalité entre les personnes ?

La pensée de Ricardo s'inscrit dans une logique de raisonnement et non pas dans l'histoire. En conséquence, il ne justifie pas l'égalité ou l'inégalité entre les personnes. Il met simplement en évidence, à travers sa théorie du profit, qui constitue le cœur de l'acte d'échange, et de la rente qui n'est qu'une modalité du profit, la manière dont il faudrait organiser la société pour qu'elle fonctionne dans l'intérêt de tous, de façon apaisée et dans le respect des ressources naturelles. Il ne cherche pas à prévoir le monde futur mais à trouver les concepts qui soient en adéquation avec les phénomènes économiques.

5) La pensée économique peut-elle être rationnelle ?

Cette question rejoint la précédente. La pensée économique peut être rationnelle si elle s'appuie sur des concepts objectifs tels que l'offre de biens et de services sur marché mais devient totalement inutilisable si elle place au centre de son raisonnement une grandeur aussi subjective que le besoin ou, ce qui revient au même, la demande.

6) Difficulté de définir ce qu'est le « marché du travail »

La notion de « marché du travail » est ambiguë du fait que le contrat de travail définit la rémunération qui sera reçue par le salarié par le nombre d'heures de travail qu'il effectuera mensuellement le plus souvent. Il est facile d'en déduire, à l'instar de A. Smith et de K. Marx, que ce sont les heures de travail qui sont achetées par l'entreprise et vendues par le salarié, autrement dit que le travail est une marchandise qui s'achète et se vend sur un marché dit « du travail ».

Pourtant, chacun sait que ce qui s'échange sur un marché, ce sont les produits du travail. Autrement dit, le travail est la cause de la création du produit qui en est l'effet. Ensuite, si le marché fonctionne dans de bonnes conditions de concurrence, pour qu'il y ait échange « valeur pour

valeur », le produit fabriqué et vendu en 10 heures de travail, par exemple, devra s'échanger contre un autre produit qui aura demandé sensiblement le même temps de fabrication et de vente. Le temps de travail permet de comparer les produits entre eux mais n'est pas la valeur de ces produits. Aussi est-il incorrect de supposer que le travail s'auto-produit sur un quelconque marché car il ne peut pas être à la fois la cause et l'effet de sa cause comme n'importe quel produit.

Ce qui s'échange sur un marché, ce sont les produits du travail et non le travail lui-même. En disant cela, nous raisonnons dans le champ homogène des produits du travail, champ qui devient hétérogène si on lui ajoutait le travail, c'est-à-dire impropre à construire une pensée économique logique.

Si l'on considère une personne quelconque, ses connaissances acquises à l'école ou par l'expérience et l'apprentissage constituent les produits de son propre travail qui est caractéristique de ses compétences. Aussi, au lieu de « marché du travail » serait-il préférable de dire « marché des compétences ». Cela aurait le gros avantage de montrer qu'il ne suffit de dire « je veux du travail » pour en obtenir un mais de prouver que l'on a les compétences pour occuper un poste de travail, autrement dit d'encourager les gens à suivre des formations pour acquérir ou mettre à jour des compétences.